



**SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020**  
**DECISION N° 2020-076- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>1 octobre 2020</b>	Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guillani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.
Nombre de membres : 51	
En exercice : 51	
Quorum : 26	
Présents: 37	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) : 7	<b>Présents : (37)</b>
dont pouvoir(s) : 5	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 7	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Grégory PIERRE.	<b>Excusé(s) : (7)</b> Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD <b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5)</b> Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DOUET à Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX <b>Absent(s) : (7)</b> Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

**PROJET D'ÉLABORATION D'UN PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU SAUMUROIS (PAT) - AVENANT N° 1 À LA CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA DRAAF**

L'article 39 de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF) introduit ainsi la notion de projets alimentaires territoriaux :

- L'article L°1 du III précise : « Les actions répondant aux objectifs du **programme national pour l'alimentation** et aux objectifs des **plans régionaux de l'agriculture durable**, définis à l'article L. 111-2-1 du présent code, peuvent prendre la forme de **projets alimentaires territoriaux**. Ces derniers visent à rapprocher les **producteurs**, les **transformateurs**, les **distributeurs**, les **collectivités territoriales** et les **consommateurs** et à **développer l'agriculture** sur les territoires et la **qualité de l'alimentation**. »
- « Art. L. 111-2-2. – Les projets alimentaires territoriaux mentionnés au III de l'article L. 1 sont **élaborés de manière concertée** avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répondent à l'objectif de **structuration de l'économie agricole** et de mise en œuvre d'un **système alimentaire territorial**. Ils participent à la **consolidation de filières territorialisées** et au développement de la consommation de produits issus de **circuits courts**, en particulier relevant de la **production biologique**.

- « A l'initiative de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, des associations, des groupements d'intérêt économique et environnemental définis à l'article L. 315-1, des agriculteurs et d'autres acteurs du territoire, ils répondent aux objectifs définis dans le plan régional de l'agriculture durable et sont formalisés sous la forme d'un **contrat** entre les partenaires engagés.
- « Ils s'appuient sur un **diagnostic partagé de l'agriculture et de l'alimentation** sur le territoire et la **définition d'actions opérationnelles** visant la réalisation du projet.
- « Ils peuvent mobiliser des fonds publics et privés. Ils peuvent également générer leurs propres ressources. »

Les derniers États Généraux de l'Alimentation, dont découle le projet de loi sur l'Alimentation, ont défini l'engagement des territoires dans une démarche alimentaire comme une priorité, avec un **objectif de 500 PATs d'ici 2020** sur tout le territoire français. Des moyens financiers nationaux, mais également régionaux, sont déployés pour accompagner la mise en place de ces démarches.

En premier lieu, le projet de territoire « Saumur Val de Loire 2028 » définit comme enjeu d'encourager une **agriculture raisonnée et de proximité pour une alimentation de qualité**, en agissant notamment :

- sur la sécurisation des filières agricoles et leur adaptation aux enjeux économiques et environnementaux,
- en favorisant les circuits-courts particulièrement en restauration collective,
- en développant la sensibilisation et la pédagogie sur l'agriculture et l'alimentation.

Le projet agricole Saumur Val de Loire 2018-2020, approuvé en Commission Agriculture le 21 décembre 2017, décline le projet de territoire susnommé, dont l'une des actions est l'**élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial**. L'engagement de la collectivité dans l'élaboration d'un PCAET, la rédaction d'un nouveau Contrat Local de Santé et de deux PLUi a également créé l'opportunité d'apporter une vision transversale de la politique agricole territoriale. Les enjeux du Projet Alimentaire Territorial Saumur Val de Loire sont d'associer :

- le développement d'une économie agricole durable et pérenne sur les filières courtes et longues,
- en relation étroite avec son environnement naturel,
- et permettant d'assurer une alimentation de qualité pour tous les habitants du territoire.

La démarche de la collectivité sur le sujet de l'alimentation va également bien au-delà d'une mise en synergie des différentes politiques, et vise à associer les initiatives des acteurs privés et publics. Afin que chacun puisse s'emparer de la question alimentaire, la finalité du projet est d'aboutir à un plan d'orientation stratégique du territoire, partagé par les élus et par les partenaires locaux, et qui débouchera sur un programme pluriannuel d'actions. Ce programme sera suivi et évalué par un comité de gouvernance pluridisciplinaire qui veillera à sa bonne mise en œuvre.

Par ailleurs, et dans un objectif de cohérence territoriale, la démarche initiée sur le saumurois sera mise en relation durant la phase d'élaboration et lors de la mise en œuvre du plan d'action avec les différents projets alimentaires territoriaux des collectivités voisines (Angers Loire Métropole, Loire Layon Aubance, Mauges Communautés...).

Aux vues de l'aspect transversal du projet alimentaire territorial et de la multiplicité de ses champs d'application, il convient de valider collectivement l'inscription du territoire dans son élaboration.

En second lieu, la région, la DRAAF et l'ADEME sont à l'initiative d'un appel à projet « Projets alimentaires territoriaux ». Cette initiative vise à impulser le lancement de démarches d'élaboration de PAT sur la région Pays de la Loire. L'appel à projet vise à accompagner financièrement :

- les études et l'accompagnement de projet
- l'animation et la communication
- la formation (non pris en charge par les fonds formation).

Les financeurs de l'appel à projet souhaitent par ailleurs apporter une attention particulière à la prise en compte de la dimension environnementale et de la dimension sociale du projet.

C'est pourquoi, lauréate de l'appel à projet régional 2018 « Projets Alimentaires Territoriaux » DRAAF-Région-ADEME, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a sollicité un accompagnement financier à hauteur de 20 000 € répartis de la manière suivante :

Considérant le plan de financement prévisionnel de cette opération :

DÉPENSES	Montant total	RECETTES	Montant total	% du total
Poste de chargé de mission pour 2 ans (2x 125 jours)	31 017,48 €	Subvention ADEME – DRAAF – Région AAP PAT 2018	20 000,00 €	43,4 %
Frais de structure	4 650,00 €	Union Européenne : LEADER	9 821,43 €	21,3 %
Accompagnement Chambre d'Agriculture	5 000,00 €	Autofinancement	16 246,05 €	35,3 %
Accompagnement GABB Anjou	2 400,00 €			
Communication	3 000,00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>46 067,48 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>46 067,48 €</b>	

**Considérant** la convention conclue entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la DRAAF en date du 20 novembre 2018 relative à l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial Saumurois , initialement établie pour 24 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2020,

**Considérant** qu'il est sollicité un report de délai de 25 mois, soit au 21 janvier 2023, dans la mesure où la Collectivité a du recruter un nouveau chargé de mission et faire face à la crise sanitaire liée au Covid-19.

**Considérant** qu'à ce titre, il convient de prendre un avenant n° 1 à la convention n° 2018-DRAAF-13 passée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la DRAAF, afin de prolonger la date d'échéance de la convention initiale jusqu'au 21 janvier 2023.

**Considérant l'exposé ci-dessus, le bureau est invité à délibérer afin :**

- **D'APPROUVER** l'avenant n° 1 à la convention n° 2018-DRAAF-13 passée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la DRAAF ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tout document afférent à cette opération,

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 3ème trimestre 2020



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*

DÉPENSES	Montant total
Subvention ADEME	7 000,00 €
Subvention DRAAF	7 000,00 €
Subvention Région	6 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>20 000,00 €</b>

Cet accompagnement s'est appuyé sur le plan de financement prévisionnel comme suit :

DÉPENSES	Montant total	RECETTES	Montant total	% du total
Poste de chargé de mission pour 2 ans (2x 125 jours)	31 017,48 €	Subvention ADEME – DRAAF – Région AAP PAT 2018	20 000,00 €	43,4 %
Frais de structure	4 650,00 €	Union Européenne : LEADER	9 821,43 €	21,3 %
Accompagnement Chambre d'Agriculture	5 000,00 €	Autofinancement	16 246,05 €	35,3 %
Accompagnement GABB Anjou	2 400,00 €			
Communication	3 000,00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>46 067,48 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>46 067,48 €</b>	

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a conclu le 20 novembre 2018 par une convention avec la DRAAF relative à l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial Saumurois. Initialement établie pour 24 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2020, il est sollicité un report de délai de 25 mois, soit au 21 janvier 2023, dans la mesure où la Collectivité a dû recruter un nouveau chargé de mission et faire face à la crise sanitaire liée au Covid-19.

A ce titre, il convient de prendre un avenant n° 1 à la convention n° 2018-DRAAF-13 passée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la DRAAF, afin de prolonger la date d'échéance de la convention initiale jusqu'au 21 janvier 2023.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au bureau d'une partie de ses attributions,

**Considérant** l'engagement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dans l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial ayant comme enjeu d'associer :

- le développement d'une économie agricole durable et pérenne sur les filières courtes et longues,
- en relation étroite avec son environnement naturel,
- et permettant d'assurer une alimentation de qualité pour tous les habitants du territoire.